

## L'AUTRE DÉFICIT

Nous entrons, ces jours, dans la dernière année de la législature 1989-1993. A n'en pas douter, elle fut dominée par la rapide et constante dégradation des finances cantonales, sur fond de récession et de chômage.

Il est à craindre que la toile de fond de la dernière année ne soit guère différente. Toutefois, mon propos aujourd'hui n'est pas de gloser sur le déficit de nos finances; non parce que le sujet n'est pas grave — loin de moi cette idée — mais parce qu'il me semble déceler plus grave encore.

## Dans la «dèche»

En effet, d'autres collectivités que le canton de Genève connaissent la même situation: récession et chômage d'une part et détérioration des finances publiques d'autre part, justement quand il serait nécessaire que celles-ci soutiennent la conjoncture, même s'il ne s'agit pas d'échafauder de mirifiques et irréalistes plans de relance.

En effet, la Confédération, de nombreux cantons — voisins ou non — connaissent la même situation, sans parler de la Ville de Genève, sans parler d'Onex qui vit dans la «dèche» depuis des décennies quand le reste du canton flotait dans l'euphorie!

Rien de plus courant donc que ce contexte de contraintes et d'austérité. Ce qui est particulier dans la vie publique du canton de Genève, c'est qu'il n'y a pas que les finances publiques qui accusent un grave déficit, mais aussi le sens du devoir, de ce que l'on est en droit d'attendre d'un équipage par gros temps.

Cet équipage — comme on a ten-

dance à le dire et à le croire — ce n'est pas ou ce n'est pas seulement le gouvernement. Quoi de plus facile que d'identifier sept individus, d'ailleurs constamment exposés, pour se livrer à un jeu de massacre. Non, l'équipage en question, c'est l'ensemble du système politique genevois. C'est-à-dire, grossièrement parlant, les partis, les protagonistes de la vie publique, ceux qui prétendent avoir le monopole du pouvoir, en ont de moins en moins les moyens et sont incapables de s'élever à la hauteur de la situation.

Point n'est besoin de rappeler que l'auteur de ces lignes n'est pas un populiste, membre d'une quelconque ligue, mais bel et bien partie prenante de ce système politique, comme responsable et élu. Il s'agit donc d'un exercice d'autocritique, avant tout.

Il a fallu environ quinze mois pour que la réalité de notre situation financière soit acceptée, non discutée. Ce n'est que fin 1990-début 1991, et encore, que l'on a cessé d'entendre: est-ce que c'est vrai, tous ces déficits, c'est curieux, «ils» nous cachent des choses.

Il a fallu trois ans pour que le rêve d'une situation «merveilleuse», être sans budget, réduit aux douzièmes provisoires, se dissipe.

Il a fallu trois ans pour que le gouvernement, faute d'avoir une politique économique, arrive à s'assigner quelques objectifs élémentaires de priorité (personnes âgées, chômeurs) et un horizon pour l'assainissement.

Il a fallu trois ans (et ce n'est peut-être pas tout à fait acquis) pour que presque tous les milieux admettent qu'un Etat dont les finances sont aussi malmenées et aussi tributaires de ses emprunts et de ses pré-

teurs ne peut remplir aucune des missions qui lui sont assignées, même si nous n'avons pas — et c'est normal — une vision unanime de ces missions.

Même les partisans du «moins d'Etat» comprennent qu'à ce compte cela va devenir pas d'Etat du tout. Même les tenants du grand arrosoir du Welfare State arrivent ou arriveront enfin à comprendre qu'à tout vouloir immuable on finira par tout perdre.

## Mécanismes bloqués

Pourtant, le diagnostic est simple: il faut un assainissement des finances cantonales, avant l'an 2000, mais dès que possible. Ceci signifie que:

— l'Etat de Genève a besoin de ressources complémentaires, parce qu'il s'est coupé un bras le 25 septembre 1988 en jugulant aussi radicalement la progression à froid après deux barèmes rabais et l'arrivée des arrêtés fédéraux urgents concernant l'immobilier, et ceci est très déplaçant;

— l'Etat de Genève ne peut pas se payer trop longtemps encore une masse salariale comparable à celle d'aujourd'hui, et c'est aussi très déplaçant, bien que cela ne signifie pas l'inscription de milliers de gens au chômage.

Déplaisant, mais inéluctable. Déplaisant, inéluctable et urgent. Pas impossible, les pistes, les suggestions, les idées sont connues ou ne demandent qu'à fleurir.

Or, nos mécanismes collectifs de régulation semblent bloqués, incapables d'avoir prise sur la réalité. Cette démocratie du consensus, qu'il est périodiquement de bon ton de dénigrer et qui a fait la prospérité

de ce pays, objet conjoint de honte et de fierté (je te montre et je te cache), est en panne. Les enceintes font défaut, chacun se terre dans un coin, son coin, de peur d'être taxé de trahison, de tiédeur, de mollesse. Les belligérants veulent des sympathies sans faille, c'est dans la nature des choses et des humains.

Il est, au contraire, grand temps de sortir des tranchées. Ailleurs, sous d'autres cieux, dans d'autres cantons, on a su faire la trêve, se serrer les coudes pour sortir de la gonfle. Nos dissensions sans fin, nos grèves, nos rodомontades diverses gouvernementales ou non gouvernementales, cette manière d'étaler nos divisions, d'entretenir nos cicatrices et nos escarres en désignant l'AUTRE comme responsable, accélèrent notre ruine. Le temps de l'armistice est là, celui du cessez-le-feu que l'on signe pour quelques années en vue de déboursurer le char est arrivé; n'est pas un traître celui qui contribue intelligemment à le sortir de l'ornière.

Le préalable à tout cela est connu. Il s'agit d'admettre que la bonne foi, l'imagination, la solidarité ne sont pas seulement le fait d'un groupe, d'un camp, d'un parti, d'un syndicat, fût-il le nôtre, le mien.

Je n'ai, il faut l'avouer, aucune qualification pour lancer un tel appel. Il y a vingt-quatre ans, le Grand Conseil a fait de moi un citoyen, un vrai et pour la première fois de ma vie. Je n'étais plus un gamin, j'avais tout juste passé le cap de la trentaine et j'en étais fier et heureux.

Aujourd'hui, je me sens débiteur de quelque chose... envers Genève!

**Albert RODRIK**  
Membre du comité directeur  
du parti socialiste genevois